

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 27

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

AVIS DE TEMPÊTE POUR GEORGE W. BUSH

Alors que l'ouragan Rita menace le sud des Etats-Unis d'un nouveau désastre, Bush est la cible de critiques tous azimuts. Les sondages indiquent qu'une majorité d'Américains est désormais favorable au retrait des troupes US en Irak afin de destiner l'argent de la guerre aux réparations des dégâts causés par les cyclones. D'autre part, les commentateurs se demandent comment le gouvernement financera son plan de reconstruction estimé à 200 milliards de dollars. Taxer les revenus des capitaux, pétroliers par exemple ? Allons, vous n'y pensez pas...

LA DETTE PUBLIQUE DU JAPON BAT DES RECORDS

Alors que le très libéral Junichiro Koizumi vient d'être reconduit à la tête du gouvernement par les électeurs japonais, Le Monde du 20 septembre rappelle que la dette publique du pays du Soleil Levant équivaut à 160% du PIB, soit 100 points de plus que la France ou l'Allemagne. Il faut dire que depuis le début des années 90, pour faire face à la crise, la deuxième puissance économique de la planète a eu recours à une politique budgétaire active pour soutenir un programme de grands travaux d'infrastructure. En tout cas, pas question aujourd'hui de diminuer les impôts...

BAYROU SE MOQUE DE NOUS

Sans doute encouragé par les récentes œillades de Rocard et Kouchner (« Je préfère l'UDF aux gens d'Attac »), Bayrou prend volontiers des poses « de gauche ». Il a ainsi déclaré aux journées parlementaires de son parti qu'il n'était pas du même monde que Villepin et Sarkozy ! Ils sont en tout cas du même bord, puisque l'UDF appelle à voter pour la candidate de l'UMP à l'élection cantonale partielle de Seine-et-Marne qui a lieu dimanche 25 septembre. Si la candidate de droite, représentante locale du Medef, est élue, la gauche perd le département.

EDITO : LA DROITE ALLEMANDE RATE SON COUP

Patatras ! Crédité de 48% d'intentions de vote il y a un mois, la CDU-CSU a dû se contenter de 35, 2 % des voix aux élections législatives du 18 septembre. Soit 3 points de moins qu'aux élections de 2002. Autrement dit, non seulement la « déferlante Merkel » n'a pas eu lieu, mais en plus la droite allemande recule, en particulier dans l'électorat populaire où sa volonté affichée de faire mieux que Schröder en matière de démantèlement de l'Etat-providence a causé un véritable effroi.

Si elle limite les dégâts, la social-démocratie n'en est pas moins clairement sanctionnée. Le SPD perd 4 points par rapport à 2002, et avec 34, 3 % des voix, il enregistre son plus mauvais score depuis 1957. Avec plus de 8% des suffrages, le « Linkepartei », qui regroupe la plupart des courants de la gauche anti-libérale, réalise une incontestable percée grâce à l'appoint de nombreux électeurs sociaux-démocrates déçus (voire dégoûtés) par la politique de Schröder.

Après les victoires printanières du Non en France et aux Pays-Bas, l'été a jeté ses derniers feux avec une autre démonstration de rejet du néo-libéralisme en l'Europe. L'un des grands perdants des élections allemandes est d'ailleurs Tony Blair, qui espérait trouver un relais berlinois en la personne d'Angela Merkel. La présidence britannique de l'UE pourrait bien s'achever en décembre sur un constat d'immobilisme. En 2005, les citoyens européens auront exprimé avec une conscience et une vigueur croissantes leur aspiration à une autre politique ; aussi, les partis traditionnels se sont fait sanctionner parce qu'ils s'obstinent dans leur orientation libérale.

L'échec de Merkel rejait aussi sur Sarkozy, dans la mesure où il souligne combien le programme des droites européennes revêt un caractère antipopulaire que même la plus habile des « communications » ne parvient pas à occulter. Mais que Villepin en profite pour se démarquer de son rival ne doit pas nous égarer. Le premier ministre privatise à tour de bras, porte de très graves atteintes au droit du travail et à ceux des chômeurs, réforme la fiscalité au profit des contribuables les plus fortunés : sa politique ne s'inspire du « modèle social français » que par antiphrase !

Nous ne sommes pas dupes, pas plus que ne le sont les confédérations syndicales qui préparent une grande journée de mobilisation le 4 octobre. Mais quelle que soit l'ampleur de la protestation sociale, le changement ne pourra être imposé que si la gauche se rassemble autour d'engagements sans équivoque pris devant le peuple français.

A cet égard, l'autisme de la direction du PS est préoccupant. Faire comme si le 29 mai 2005 n'avait pas eu lieu, pas plus que le 21 avril 2002, relève d'un mépris sidérant à l'égard des électeurs et de la souveraineté populaire. Nous suivrons donc avec attention le débat qui secoue la formation socialiste et en rendrons compte périodiquement dans nos colonnes.

La gauche jouera son avenir en 2006. Battre la droite, c'est possible, à condition de fonder dans un programme les principes de la République et les aspirations populaires.

La Rédaction

HOLLANDE NE PREND PAS L'EAU...

...Du moins ne reprend-il pas à son compte la demande de nationalisation de l'élément vital proposée par la fédération des Bouches-du-Rhône du PS. Pour prix de son ralliement à la motion de la majorité sortante, cette importante « fédé » a obtenu gain de cause sur des réformes institutionnelles – ça ne mange pas de pain – mais nullement sur l'essentiel, c'est-à-dire la défense et le développement du service public. Revenir sur les privatisations réalisées sous les gouvernements Raffarin et Villepin (ne parlons pas du record établi par le gouvernement Jospin...) ? Que nenni, la motion Hollande s'en tient au statu quo, comme elle le fait sur le régime des retraites en ne se prononçant pas pour l'abrogation de la loi Fillon. Avec une telle orientation, le PS serait bien en mal de reconquérir l'électorat populaire.

Du côté du « Non socialiste », deux motions se disputent les faveurs des adhérents, avant de converger, nous dit-on, au congrès prévu en novembre. A propos des services publics, NPS et le courant Emmanuelli demandent que « l'Etat en reprennent le pilotage », sans préciser les moyens à mettre en œuvre ; quant à Fabius, il ne demande que la renationalisation progressive d'EDF. Le compte n'y est pas camarades : si l'on veut garantir aux Français des services publics de qualité et hors du domaine concurrentiel, il faut revenir sur les privatisations.

HEWLETT-PACKARD, MIROIR DE LA MONDIALISATION FINANCIERE

C'est le troisième « plan social » annoncé en quatre ans par le géant mondial de l'informatique. Il prévoit près de 6 000 suppressions d'emplois, dont 1 240 en France. Au total, Hewlett-Packard aura licencié 14 500 salariés dans le monde, dont 3 600 dans notre pays. Avec, à la clé, la délocalisation des sites vers l'Inde, la Pologne et la Slovaquie.

Quand on sait, en plus, que les fonds propres du groupe se chiffrent à 14,5 milliards de dollars et qu'il a dégagé l'an dernier un bénéfice net de 3,5 milliards de dollars, on a peu de choses à ajouter, si ce n'est que le visage inhumain de la mondialisation financière s'affiche sans vergogne derrière cette nouvelle vague de licenciements.

Un commentaire s'impose, cependant, sur les réactions des milieux politiques. Il y a quelque chose de pitoyable dans le voyage du maire PS de Grenoble, parti quémander aux Etats-Unis un peu de « sens social » à la direction de HP. Autant demander des pommes à un chêne.

Et il y a quelque chose d'indécent dans les protestations de Villepin, au moment où il supprime le principal – bien qu'insuffisant – outil d'intervention de l'Etat face aux restructurations : la Mission interministérielle sur les mutations économiques.

Contre les délocalisations, ce n'est pas un mur des lamentations qui nous protégera. Comme le demande le Manifeste de la CNGR, préparatoire aux Assises de la gauche républicaine, il faut voter une loi qui autorise l'Etat à s'opposer aux licenciements boursiers et il faut renforcer le pouvoir d'intervention des salariés.

HUMEUR : EMPLOI, LE MYTHE DE LA PERFORMANCE BRITANNIQUE

Economiste et auteur des Fondements philosophiques du libéralisme (éditions La Découverte), Francisco Vergara a écrit une tribune dans le Monde de l'économie du 13 septembre dont nous publions des extraits.

« (...) Le fait que le Royaume-Uni a divisé son chômage par deux sans créer plus d'emplois que la France se comprend mieux si on se rappelle que le « chômage » et l'« emploi » ne sont pas les seuls statuts possibles pour les 15-64 ans. Dans ces deux pays, quelque 10 millions de ces personnes n'entrent pas dans ces deux catégories. Il s'agit des « inactifs en âge de travailler », population aux statuts les plus divers, composée de ceux qui sont en stage de formation, en attente d'un emploi, en maladie de longue durée, en préretraite, « sans emploi et gardant des enfants », « ne travaillant pas pour cause d'études », ou encore des « travailleurs découragés », etc.

Or, il est parfois plus facile pour un gouvernement de transformer des chômeurs en inactifs que de créer des emplois. En France, on a eu ainsi abondamment recours aux préretraites, et plus récemment aux dispenses de recherche d'emploi pour les chômeurs indemnisés de 55 ans ou plus. Selon les chiffres de l'Assedic et du ministère du travail, ces deux catégories, prises ensemble, dépassent actuellement le demi-million de personnes. Mais, outre-Manche, on a fait un appel beaucoup plus massif à l'inactivité, en particulier au statut de malade de longue durée (« long-term sick » or « disabled »). Entre 1990 et 2000, période durant laquelle le

Royaume-Uni a divisé son taux de chômage par deux, le nombre de malades de longue durée a augmenté de près d'un million : il atteint actuellement les 2,2 millions de personnes ! (phrase soulignée par Combat Républicain)

(...) Il faut toutefois reconnaître que, à partir de 2001, lorsque la conjoncture mondiale a ralenti, le Royaume-Uni a changé de politique. Après cette date, la France a pratiquement cessé de créer des emplois, et au Danemark l'emploi a carrément diminué. Au Royaume-Uni, en revanche, seuls les emplois du secteur public ont eu tendance à stagner. Avec le pragmatisme qui le caractérise, Tony Blair (...) s'est engagé dans une politique fortement expansionniste et a donné une impulsion impressionnante aux emplois du secteur public, dont les effectifs atteignent désormais près de 6 millions de personnes. D'après les chiffres officiels, 560 000 emplois publics ont été créés entre 2000 et 2005, dont 150 000 dans l'éducation et 280 000 dans le service de santé publique.

Lorsqu'on propose donc à la France de réduire son taux de chômage en imitant le modèle britannique, le message n'est pas sans ambiguïté. Il faudrait savoir à quel modèle on se réfère. »

TOUS LES REPUBLICAINS DE GAUCHE SE LEVENT POUR LEURS ASSISES

samedi 5 novembre à Othis (Seine-et-Marne)

Inscrivez-vous au plus vite en envoyant un courrier à la:

CNGR
44 rue Coriolis
75012 Paris.

Afin de financer l'organisation des Assises, une adhésion d'inscription aux travaux de 10 euros sera demandée. Inscription gratuite pour les chômeurs, Rmistes et étudiants.

*Les textes préparatoires sont disponibles sur Internet au:
<http://assises.gaucherepublicaine.org> (Blog de discussion) :*

